

*Le budget*

particulier que le Budget s'attaque. C'est évident d'ailleurs, ce sont aux 39 autres ministères.

Sauf que, et c'est là que c'est important, et c'est là où le député doit intervenir. Là où je vais intervenir, et j'ai d'ailleurs commencé à le faire, c'est à notre capacité d'imagination de s'adapter à faire en sorte qu'il y a une façon de sûrement répondre aux besoins des femmes, que nous savons et que nous connaissons. Il faut faire aussi l'équilibre des choses entre notre capacité de payer et de faire en sorte de se payer des programmes qui, bien que méritoires en soi, nous n'avons peut-être pas en fait le moyen de payer.

Mais au niveau des femmes, je peux vous dire ceci, et j'en profite, car je suis en contact avec les deux ministres concernés, le Secrétaire d'État et la ministre responsable de la situation de la femme nous allons, dans d'autres programmes dans lesquels nous participons régulièrement, faire en sorte que les Centres pour les femmes, pour ma circonscription pour le moins, soient le moins touchés possible.

[Traduction]

**L'hon. David MacDonald (Rosedale):** Madame la Présidente, j'aimerais participer à ce débat, même si je n'ai pas l'habitude d'intervenir dans les débats budgétaires pour diverses raisons. Je sais que beaucoup de mes collègues des deux côtés de la Chambre se considèrent mieux informés et plus compétents que moi dans ce domaine.

J'estime toutefois que ce débat revêt une importance particulière pour le pays et pour tous les Canadiens. Il est important parce qu'il représente, si vous voulez, le fruit d'un long processus de recherche de la responsabilité fiscale et financière, une responsabilité qui a commencé à échapper au gouvernement il y a de nombreuses années, sous le gouvernement précédent.

Je ne vais pas m'attarder sur ce point, car je pense qu'il a déjà été fort bien traité par nombre de mes collègues. Je voudrais dire clairement que la situation devant laquelle s'est trouvé le gouvernement en 1984—je n'étais pas ici, mais un simple observateur—n'était pas des plus enviables. C'est bien clair dans le document budgétaire du ministre des Finances qui dit qu'il y a cinq ans, les dépenses de programmes dépassaient les recettes de 16 milliards de dollars. Je me demande comment il se fait que les députés d'en face, qui appartenaient à ce gouvernement ou l'appuyaient, peuvent, avec une telle alacrité, critiquer ce budget qui cherche à rétablir la responsabilité financière après l'héritage laissé à la Chambre et à notre pays.

En cinq ans, nous sommes passés d'une situation où les dépenses de programmes étaient supérieures de 16 milliards aux recettes à une où il y a un excédent de fonctionnement de 9 milliards. C'est donc un revirement de

quelque 25 milliards en cinq ans seulement, c'est-à-dire de 5 milliards par an.

Je ne peux pas comprendre pourquoi les députés n'applaudissent pas tous un revirement aussi extraordinaire dans la gestion financière du pays.

Lorsque j'entends les députés d'en face se plaindre depuis le dépôt du budget que l'on a trop fait dans ce domaine, il me semble qu'ils vont trop loin, qu'ils ne visent que ce beaucoup de politiciens visent, c'est-à-dire un résultat politique à court terme, même si cela se traduit par des résultats néfastes à long terme.

Si nous prenions au sérieux les critiques entendues ces derniers jours, pendant le débat sur le budget—et les critiques ont été constantes, je n'ai pas tout lu ni suivi tous les discours, mais tous disent on a trop réduit ceci, trop réduit cela—je me demande avec quel genre de budget nous terminerions? On répète les mêmes critiques sordides depuis des années, alors que le gouvernement essaie de remettre de l'ordre dans la gestion financière du pays.

Je dirais aux députés que si l'on a dit et écrit beaucoup de choses au sujet des dernières élections, auxquelles j'ai participé, et de la raison essentielle de la deuxième majorité de notre parti, je crois sincèrement que la raison principale était la responsabilité, notre attitude responsable face à la gestion financière du pays. C'est la question dont il faut parler dans ce débat, plutôt que de réductions dans un programme ou de changements dans un autre, il faut parler de la responsabilité financière du gouvernement. J'en ai trop peu entendu parler. En fait, il ne s'est pratiquement rien dit sur la question.

À la page 2 du budget, le ministre des Finances a déclaré, et je cite:

Chaque dollar de déficit supplémentaire aujourd'hui alourdit la dette imposée aux générations futures. Nous avons une responsabilité envers nos enfants et nos petits-enfants: celle de bâtir pour eux, et non d'emprunter sur leur dos.

Manifestement, c'est là le thème principal de ce budget. Je tiens à dire qu'aucun député de ce côté-ci n'est d'accord avec tous les aspects de ce budget. Nous venons juste d'entendre mon collègue de Lotbinière faire part de ses réserves au sujet des compressions dans un domaine donné. D'autres députés ont fait de même. Nous ne cessons d'entendre des plaintes durant la période des questions et durant le débat sur le budget. Il se pourrait très bien qu'au cours des prochains mois et des années à venir, nous trouvions une nouvelle façon de soutenir les programmes qui méritent d'être maintenus.

Fondamentalement, il s'agit de savoir si le Canada sera en mesure de poursuivre tous les programmes offerts aux millions de Canadiens, aux provinces, aux régions et aux territoires, qui relèvent de notre compétence. Si nous reculons face à une, deux, dix ou même cent critiques, nous céderons alors le droit de gouverner, car nous ne